

Histoire de luttes sur le logement au Québec

Conférence de François Saillant

**Congrès du FRAPRU
1^{er} juin 2018**

Sujets abordés

1 : Les luttes de sans-logis

2 : Les luttes contre les démolitions

Les luttes de sans-logis

Les vétérans squatters (1946-1948)

Contexte :

1) Crise du logement

- À la fin des années 1930, l'urbanisation rapide a fait exploser la demande de logements, alors que la construction résidentielle est presque à zéro, depuis le début de la crise économique provoquée par le Krach boursier de 1929.
- Les loyers augmentent, les évictions aussi.
- La crise du logement s'aggrave pendant la guerre 1939-1945, avec les emplois offerts dans les usines d'armement.
- La situation devient invivable avec le retour de guerre des vétérans : surpeuplement des logements; familles qui vivent à la rue, qui s'entassent dans des chambres ou qui s'abritent dans des hangars, des garages, des entrepôts, etc.

2) Gestes insuffisants du gouvernement fédéral

- Mise sur pied de la *Wartime Housing Limited* pour construire des logements (1941-1947).
- Gel des loyers à partir de 1940.
- En 1946, la Société centrale d'hypothèques et de logement (SCHL) est créée pour prendre la relève de la *Wartime Housing Limited*.
- Au total de 1940 à 1949 : construction de 46 000 logements au Canada, d'abord pour les personnes qui travaillent dans les usines d'armement, puis pour les vétérans.

Ligue des vétérans sans-logis

1) Origines de la Ligue

- Mise sur pied en septembre 1946, à l'initiative du Parti ouvrier progressiste (POP), nouveau nom du Parti communiste du Canada.
- Henri Gagnon, organisateur provincial de langue française du POP, en est le vice-président, puis le président.

2) Logements contre barbottes – octobre à décembre 1946

- Occupations réussies de logements servant de maisons de jeux sur McGill College, la rue Saint-Denis et le boulevard Décarie; tentative d'occupation sur Côte Sainte-Catherine.
- Squatters : membres de la Ligue, mais surtout familles sans-logis recrutées pour aller habiter dans les lieux occupés.
- Demandes : 1) Disponibilité de tous les locaux capables d'abriter les familles sans logis; 2) Construction de logements à prix modique.

- La lutte se mène dans le contexte du début de la guerre froide et elle se heurte donc à l'anticommunisme.
- Dénonciations par l'Escouade municipale anti-communiste, la Légion royale canadienne, le premier ministre Maurice Duplessis (menace d'imposer la Loi du cadenas) et certains médias.
- Répression : arrestations, procès, évictions.
Divisions au sein du Parti ouvrier progressiste au sujet de la lutte.
- Au début décembre 1946, les dernières occupations de logements se terminent.
- La Ligue des vétérans sans-logis refait ses forces.

3) Occupations d'anciennes installations militaires- mai 1947 à septembre 1948

- À partir de mai 1947 : occupation de casernes du fort de l'Île Sainte-Hélène utilisées par la SCHL depuis 1946 pour loger des familles de vétérans.

- Certaines des familles impliquées refusent de payer le loyer exigé par la SCHL, tellement les casernes sont dans un piteux état; d'autres sont recrutées par Henri Gagnon pour aller y habiter.
- Expulsion des familles, le 15 juillet 1947. La SCHL invoque la nécessité de faire des rénovations pour en faire de véritables logements.
- Les familles expulsées doivent coucher à la belle étoile, puis dans des abris de fortune, pendant plusieurs jours, avant d'être relogées.
- L'affaire fait scandale, au point où le président du Comité exécutif de la Ville de Montréal prend parti contre l'éviction.
- En juin 1947 : occupation d'un ancien hôpital militaire à Montréal-Sud par cinq familles sans-logis recrutées par Henri Gagnon.
- L'action dure jusqu'à l'éviction de 7 familles (49 personnes) en septembre 1948.

4) Bilan

- Petit mouvement : 70 familles pour un total de 300 personnes. À son plus fort, la Ligue des vétérans sans-logis compte 254 membres et a des alliés à Québec et Lévis.
- Les actions font couler beaucoup d'encre : de 400 à 500 articles en moins d'un an.
- Le mouvement a contribué à convaincre la *Wartime Housing Limited*, puis la SCHL, d'accroître et d'augmenter la construction de logements : maisons pour vétérans dans de nombreuses villes; grands ensembles de logements publics comme Benny Farm, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, à Montréal.
- Un des facteurs qui a influencé la décision du gouvernement fédéral de financer, à partir de 1949, un programme de construction de logements publics destinés aux familles à faible revenu. Petit programme : 14 000 unités de HLM entre 1950 et 1964, dont les Habitations Jeanne-Mance à Montréal.

Autres luttes de sans-logis

- Le Québec a connu d'autres épisodes de pénurie de logements locatifs et de luttes sur cet enjeu.
- **Les sans-logis de Hull.** À l'été 1983, plusieurs dizaines de familles se retrouvent sans logis. Avec l'aide de Logemen'occupe formé récemment, neuf familles comprenant quarante personnes vivent durant trois semaines dans un village de tentes sur la rue Charlevoix, puis occupent des écoles. La lutte, qui fait face à beaucoup d'oppositions, dure jusqu'au début septembre et permet aux familles d'obtenir des suppléments au loyer. La large médiatisation dont elle a fait l'objet dans la région contribue aussi à l'accélération de la construction de HLM et de coops d'habitation.
- **La crise des années 2000.** Au début des années 2000, des centaines de familles se retrouvent sans logis, surtout à Montréal, Gatineau, Québec, Sherbrooke... Le FRAPRU en fait son cheval de bataille et multiplie les interventions et les actions à ce sujet. La crise donne aussi lieu à deux squats politiques qui feront beaucoup parler, le squat Overdale-Préfontaine, à Montréal (2001) et celui du 920, rue de la Chevrotière, à Québec (2002). C'est aussi dans ce contexte que se mène la lutte pour sauver un ensemble de sept maisonnettes baptisées Guindonville à Val-David (2002-2003). Tout cela alimente le débat sur la crise du logement et contribue à convaincre les autorités politiques de faire davantage pour s'y attaquer. Après des années de lutte, une coop d'habitation, L'Escalier, est réalisée sur le terrain de la rue de la Chevrotière.

Les luttes contre les démolitions

Contexte :

1) Rénovation urbaine

- Des entreprises de rénovation urbaine sont entamées à la fin des années 1950, pour adapter les grandes villes du Québec aux réalités et aux besoins du capitalisme moderne.
- La rénovation urbaine est menée aux noms de la « guerre aux taudis » et aux obstacles au progrès.
- Les centres-villes s'étendent. Construction de tours à bureaux gouvernementaux ou privés, de complexes hôteliers, d'autoroutes, etc. Élargissement de rues qui deviennent des boulevards. Multiplication des terrains de stationnement.
- Des quartiers complets sont éventrés ou disparaissent (Red Light, Faubourg à M'lasse, Village aux Oies, à Montréal; Quartier chinois à Québec).
- Les démolitions et les expulsions sont massives : Montréal (28 000 logements entre 1957 et 1974); Québec (2300 en dix ans); Hull (1600 logements entre 1960 et 1980).
- L'opération est accompagnée de spéculation foncière, les terrains valant plus cher que les maisons qui sont construites dessus. Dans certains cas, les spéculateurs accélèrent le processus en ayant recours à des incendies.

2) Résistance populaire

- Plusieurs comités de citoyens et citoyennes apparaissent à partir de 1963 à Montréal d'abord, puis dans d'autres villes. C'est le début du mouvement communautaire actuel.
- Au départ, les comités ne contestent pas la logique de la rénovation, mais ceux qui ont survécu ou qui apparaissent à la fin des années 1960 le font de plus ouvertement.
- De multiples luttes se mènent contre des projets de rénovation urbaine impliquant des démolitions, dont certaines plus marquantes

Trois exemples

- **Milton-Parc, à Montréal (1968-1987):** lutte contre un vaste projet immobilier, la Cité de Concordia Estates. Un comité de citoyens et de citoyennes est formé pour s'opposer à la démolition de 850 logements dans l'ouest de ce qu'on appelle maintenant le Plateau Mont-Royal (McGill Ghetto), dont 255 à court terme.
- **Rue Saint-Norbert, à Montréal (1975) :** les locataires et le Comité logement Saint-Louis (aujourd'hui Comité logement du Plateau) résistent à la volonté de la Ville de Montréal de démolir 49 logements pour faire une place à une cour de voirie municipale.
- **Rue Saint-Gabriel, dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, à Québec (1976-1979) :** Formation du Mouvement Saint-Gabriel (aujourd'hui Comité populaire Saint-Jean Baptiste) pour lutter contre la décision des autorités municipales de démolir 62 logements pour faire à place à un boulevard permettant de décongestionner la Colline parlementaire dont le développement a déjà dévasté le quartier.

Grandes caractéristiques

- Les luttes de Milton-Parc et, dans une moindre mesure, de la rue Saint-Gabriel ont été de longue durée, ce qui a permis de profiter de changements dans la conjoncture politique (élections, référendum sur l'avenir du Québec) et-ou économique.
- Les luttes de Milton-Parc et de la rue Saint-Gabriel ont impliqué une grande variété de moyens de lutte : manifestations, piquetages, assemblées publiques, fêtes de rue, etc. En 1972, les résidentEs de Milton-Parc ont occupé des maisons devant être démolies, puis les bureaux de vente des promoteurs. Ces actions n'ont malheureusement pas empêché la démolition de 255 logements. La lutte s'est poursuivie sous d'autres formes, par exemple la mise de comités de rue autour de problématiques très concrètes, qui ont en permis le déblocage. La lutte de la rue Saint-Gabriel a compris une occupation de

longue durée de la Maison des jeunes menacée de fermeture, puis, des bureaux de la SCHL.

- La volonté de l'administration municipale de procéder rapidement à la démolition des logements de la rue Saint-Norbert convainc les locataires et le Comité logement Saint-Louis de passer rapidement à l'occupation des maisons menacées. Cette action, surtout menée par des militantEs et des sympathisantEs (peu de locataires) a duré tout un mois, se terminant par l'intervention des forces policières.
- Toutes les luttes ont fait les manchettes des médias, pendant plusieurs semaines. Partout, la recherche d'appuis faisait partie de la stratégie.
- À Milton-Parc et sur la rue Saint-Gabriel, des projets de coopératives d'habitation ont été mis de l'avant en opposition aux démolitions. Les deux luttes se sont soldées par des victoires : à Milton-Parc, transformation de 600 logements en coopératives et en OSBL d'habitation; sur la rue Saint-Gabriel, sauvegarde de 62 logements dans 2 coopératives.
- Dans les cas de Saint-Norbert, la lutte n'ont pas empêché la démolition des logements, mais elle a eu de l'influence sur la manière dont les autorités municipales se sont comportées par la suite. De plus, la résistance affichée a obligé la Ville de Montréal à renoncer à un autre projet de cour de voirie qui aurait entraîné des démolitions, cette fois, sur la rue Versailles, dans la Petite-Bourgogne.

Les suites

- Vers la fin des années 1970, la période des démolitions menées au nom de la rénovation urbaine s'achève. Suffisamment d'espaces ont été libérés pour des projets immédiats ou futurs.
- Exception notable : Îlot Overdale, au centre-ville de Montréal. Lutte en 1987-1988 pour s'opposer à la démolition de 107 logements et chambres dans le but de construire 650

condominiums de lutte. La Ville de Montréal et les promoteurs, qui avaient conclu une entente sur la construction d'un projet de remplacement dans un autre quartier, font face à une longue résistance des locataires qui lui opposent la transformation des immeubles en coopérative d'habitation. La dure lutte n'a pas empêché les évictions et la démolition de presque tous les immeubles. Le terrain est resté vacant durant 25 ans.

- Dans la deuxième partie des années 1970, le réaménagement urbain entre graduellement dans une autre phase, celle de l'amélioration des quartiers et de la rénovation domiciliaire, prélude de ce qu'on appelle aujourd'hui la gentrification. Même si les autorités estiment que cette nouvelle façon de faire provoquera moins de résistance, partout au Québec, des groupes s'opposent à ses effets pervers: hausses de loyer, exode de la population résidente, etc.
- Les 20, 21 et 22 octobre 1978, un colloque réunit une vingtaine de ces groupes qui se prononcent en faveur de la formation d'une « organisation commune autour de l'aménagement urbain ». Le FRAPRU vient de naître, même si son nom ne sera adopté qu'en 1979. Il se donne un grand objectif, le maintien de la population résidente dans les quartiers populaires. Une campagne est menée sous le thème « Des quartiers où nous pourrions rester ».
- En mai 1981, le premier congrès du FRAPRU choisit la lutte pour le logement social comme priorité pour permettre le maintien des classes populaires dans leurs quartiers. Au même moment, le Comité logement Rosemont amorce une lutte marquante, celle pour obtenir une majorité de logements sociaux sur l'immense terrain des Usines Angus. À Châteauguay, un groupe s'est déjà formé pour revendiquer la construction de HLM.

C'est l'ouverture d'un nouveau champ de lutte, plus offensif. Jusque-là, seule la formule coopérative avait fait l'objet de pressions populaires, en particulier en opposition à des démolitions. Le terme « logement social », à peu près inutilisé au Québec à cette époque, est repris pour mener la lutte au

plan national et dans un nombre grandissant de villes et de quartiers. Au début, il fait uniquement référence aux HLM et aux coopératives, mais, à partir de la deuxième moitié des années 1980, il englobe aussi les OSBL.

Au fil des années, la lutte pour le logement social s'est heurtée à plusieurs obstacles dus à la volonté des gouvernements de laisser le plus de place possible au marché privé de l'habitation. Malgré ces difficultés, dont le retrait total du gouvernement fédéral à partir du 1^{er} janvier 1994, elle demeure encore très active. À preuve, la Marche que le FRAPRU organisera à l'automne.